



Syndicat National
des Services Décentralisés
de la Culture
Section de la DRAC Île-de-France

LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE : ENTRE EPUISEMENT DES AGENTS ET DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC

A la DRAC Île-de-France, quel autre constat faire que celui d'un immense gâchis volontairement orchestré pour démotiver et épuiser les agents et pour réduire le service public à la portion congrue ?

Défiance généralisée, absence totale et assumée par la direction de dialogue social, procédures de recrutement interminables d'un côté et agents embauchés sans mission de l'autre, discrimination syndicale, management brutal, flou entretenu sur l'organigramme... Oui, le tableau brossé est sombre, un peu à l'image des bureaux du rez-de-chaussée qui se cachent désormais derrière l'œuvre d'art que vous inaugurez aujourd'hui, Madame la Ministre.

Pour la réalisation d'un projet stratégique, la direction nous a vanté les mérites d'une démarche « participative » pilotée par le cabinet *Eurogroup consulting*. Les agents ne s'y sont cependant pas trompés, sachez-le, sur le sens véritable de cette démarche : tout est déjà écrit, la directrice sait très bien où elle veut mener la DRAC, c'est-à-dire vers une réorganisation fondée non pas sur les missions mais sur la suppression de postes purement et simplement. Qui peut croire que de la méthodologie qui a été retenue sortirait un quelconque document stratégique pertinent et efficace ? Surtout quand le cabinet dit ne pas savoir ce qu'est le Service Métropolitain de l'Architecture et du Patrimoine (SMAP), ne pas vraiment connaître les missions et la façon de les exercer, ne parle que très laconiquement d'ETP pour évoquer les femmes et les hommes qui font la DRAC Île-de-France, ne peut/ne veut pas répondre à la question de l'articulation qui est faite entre ce projet stratégique et le projet CAMUS que le même cabinet pilote par ailleurs...

Toutes les souffrances infligées par cette direction hors sol qui ne fonctionne qu'à coups de courriels agressifs appellent aujourd'hui une réaction forte de votre part, Madame la Ministre. **De même que pour l'ensemble des DRAC !**

Alors que les DRAC sont de formidables outils du ministère de la Culture, vous annoncez avec le budget 2018 la suppression de 25 ETP dans les DRAC. Cette décision est parfaitement incompréhensible, politiquement illisible et surtout inacceptable. Les DRAC sont les acteurs en région qui rendent possible la politique du ministère de la Culture en faveur des quartiers politiques de la ville et de la ruralité, en direction de tous les publics et de toutes les populations. Les DRAC sont le bras armé du ministère pour le soutien à la création artistique, la protection du patrimoine, la diffusion, les politiques d'EAC en liens étroits avec les établissements scolaires, l'enseignement supérieur et l'accompagnement des collectivités territoriales.

Aujourd'hui cet outil particulièrement précieux au ministère continue d'être mis à mal par la succession de réformes abstruses (RGPP, MAP et maintenant Action publique 2022) ainsi que par diverses manipulations administratives. Madame la Ministre, les DRAC ne pourront fonctionner que si la volonté politique est là. C'est votre responsabilité politique de rappeler et de faire comprendre que le ministère n'existera pas sans les DRAC.

La CGT-Culture est extrêmement attachée aux DRAC, services qui garantissent l'accès de toutes et de tous aux contenus, aux savoirs, à la culture et à l'émancipation. La CGT-Culture œuvrera inlassablement à défendre tous les agents, toutes les missions et tous les emplois.

**NON À LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL !
NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !
OUI AU SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ POUR TOUS LES USAGERS !**